

enjeux **Jean-Paul Marthoz** Journaliste et essayiste

L'Arabie saoudite ou le mirage des « modernisations hémiplogiques »

L'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul est sans aucun doute de la responsabilité directe des barbouzes et de leurs donneurs d'ordres. Mais ce crime aurait-il été possible si les tueurs n'avaient pas eu la conviction de pouvoir agir en toute impunité ? Dans cette interrogation se nichent d'autres responsabilités.

Depuis des années, les associations de défense des droits humains n'ont eu de cesse de dénoncer la frilosité, voire la complicité occidentale face à l'Arabie saoudite. En août dernier, elles s'étaient indignées du silence assourdissant des démocraties lorsque Riyad avait décrété des représailles contre le Canada, « coupable » d'avoir demandé la libération de militantes saoudiennes des droits des femmes. L'affaire Khashoggi n'a fait que confirmer leurs mises en garde. A force de tout laisser passer, il était inévitable que les pays occidentaux laissent l'impression qu'ils ne réagiraient à rien, même pas au massacre d'un journaliste dans un pays membre de l'Otan.

« *La dérangeante complaisance des démocraties européennes envers Riyad* », comme l'écrit Luc Mampaey, directeur du Grip (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), n'est pas seulement une faiblesse morale. Elle reflète crûment des rapports économiques et de sécurité qui font des pays occidentaux des vassaux du royaume saoudien, car dans cette sinistre affaire, n'est pas le plus impérialiste celui que l'on croit. Confortée par ses vastes ressources pétrolières et ses capacités gargantuesques d'achats d'armements, l'Arabie saoudite a presque toujours estimé qu'elle était en position de force face à l'Occident, qu'elle était la « dictature indispensable » et qu'elle pouvait dès lors tout se permettre : exporter sa version extrémiste de l'islam au cœur de l'Europe ; condamner des dissidents « libéraux » à la prison et au fouet ; bombarder les populations civiles au Yémen ; et pourquoi pas, finalement, torturer et tuer un journaliste récalcitrant.

Les dirigeants saoudiens ne sont pas dupes. Ils savent que, depuis son pacte

faustien avec la Maison des Saoud à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Occident vit dans la schizophrénie. Ils savent que, dans leurs confidences privées, la plupart des dirigeants occidentaux parlent à leur propos de féodalité, de tyrannie, de charia, de burqa. Mais

qu'importe. En public, à Riyad, ces mêmes dirigeants et c'est ce qui compte, se prêtent à toutes les simagrées, pratiquant avec une belle souplesse la courbette diplomatique et le « tope là » affairiste.

Un investisseur encombrant

Après les attentats du 11 septembre 2001, l'image de l'Arabie saoudite s'était fortement ébréchée aux Etats-Unis : 15 des 19 terroristes impliqués étaient saoudiens, Ben Laden était saoudien et la version radicale de l'islam dont ils s'inspiraient était saoudienne. L'Arabie saoudite a dès lors accru ses investissements, déjà considérables, dans le lobbying à Washington. Elle y a recruté des sociétés d'affaires publiques, peuplées de membres éminents de l'Establishment républicain et démocrate, voire issus de l'« Etat profond », du Pentagone et des services de renseignements. Elle y a financé des centres d'études prestigieux, à l'instar

du Center for Strategic and International Studies, de la Brookings Institution et du Middle East Institute.

Riyad a aussi multiplié les contacts au sein des médias. Lors de sa tournée américaine au début de l'année, le prince héritier a été l'invité d'honneur de Rupert Murdoch (Fox News, *Wall Street Journal*), de Jeff Bezos (Amazon, *Washington Post*) et de Robert Iger (Walt Disney Company). Des journalistes influents se sont même laissés éblouir. Comme le chroniqueur du *New York Times*, Tom Friedman, qui s'est empressé il y a quelques jours de « corriger » assez brutalement la vision un rien euphorique qu'il avait exprimée en novembre 2017 dans un article prématurément intitulé, « *En Arabie saoudite, enfin le printemps arabe* ».

Jusqu'il y a quelques jours, fort de sa

proximité « générationnelle » avec Jared Kushner, le beau-fils et proche conseiller du président Trump, le prince héritier pensait sans doute que

rien ne pourrait troubler sa stratégie de conquête des « cœurs et des esprits » à Washington. Jusqu'à l'assassinat au consulat d'Istanbul...

Les faiblesses récurrentes de la diplomatie américaine

Les rapports entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite rappellent une des faiblesses récurrentes de la diplomatie américaine : la tentation de voir dans la modernisation économique un substitut – ou l'antichambre – de la libéralisation politique. Dans les années 1960, les Etats-Unis appuyèrent la Révolution blanche en Iran. Censée mener le pays vers un modèle « à l'occidentale », elle se confondit avec la dictature du shah et sema l'ivraie de la Révolution islamique de 1979. Les Etats-Unis s'engouffrèrent dans la même impasse en Amérique latine lorsque le président John Kennedy, effrayé d'une « contagion castriste », créa l'Alliance pour le Progrès. Ce plan, de nouveau fondé sur

une théorie hémiplogique de la modernisation, s'abîma dans la vague de dictatures militaires qui submergea la région, du Brésil à l'Argentine, et déboucha finalement sur des insurrections marxistes au Nicaragua et au Salvador.

Dans les années 1990, le président Bill Clinton reprit la ritournelle. Il se fit le chantre des « nouveaux leaders » africains. Le nom de ceux qu'il couronna à l'époque donne une idée du sort que connut la démocratie dans cette stratégie de modernisation : Museveni (Ouganda), Kagame (Rwanda), Aferwerki (Erythrée) et Meles Zenawi (Ethiopie).

L'histoire des relations des pays occidentaux avec des « dictatures indispensables » ou des « modernisateurs factices » est cruelle. Elle ne donne pas seulement une leçon de morale à leurs dirigeants et experts. Elle les prend aussi en défaut là où ils pensent briller de toute leur intelligence : la Realpolitik. ■